

PREFECTURE DE BRETAGNE

Aide aux entreprises du secteur volailles de chair touchées par les conséquences de l'influenza aviaire

NOTE RELATIVE AU VERSEMENT DE L'AIDE

Ref. : Circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2006-4019 du 15 mars 2006

Sont concernées (critères d'éligibilité) :

- ✓ les entreprises spécialisées dans l'abattage et la transformation des volailles,
- ✓ les entreprises d'accoupage,
- ✓ les entreprises de sélection génétique de la filière,
- ✓ les entreprises de commerce de gros

et dont l'activité « volailles » représente au moins 75% de leur chiffre d'affaires,
et qui rencontrent des difficultés très importantes,
et dont le siège social est en région Bretagne,

Les entreprises répondant aux 3 critères précédents et qui exercent d'autres activités dans la filière avicole peuvent déposer un dossier à titre de précaution. Toutefois, à ce jour, aucune garantie ne peut leur être donnée quand à l'éligibilité de leur demande.

Ces entreprises pourront bénéficier :

- ✓ **d'une aide de minimis**, d'un montant plafonné à 150 000 €, visant à prendre en compte les pertes subies par l'entreprise au cours d'une période comprise entre le 1er novembre 2005 et le 30 avril 2006 en raison des réductions d'activité et de baisse des prix consécutives à la médiatisation de la crise de l'influenza aviaire.
- ✓ **de mesures à caractère fiscal** pour lesquelles chaque entreprise devra prendre contact avec la commission des chefs de services financiers (auprès des trésoriers généraux de chaque département) en vue d'une étude détaillée et individuelle de ses difficultés. Cet examen pourra conduire à la mise en place de plans de règlement des dettes fiscales et sociales ; dans certains cas, les Directeurs des services fiscaux pourront décider des recours gracieux en matière de taxes professionnelle ou foncière.

Pour solliciter une aide de minimis, les entreprises devront adresser à la DRAF Bretagne avant le 31 mars 2006, une demande comprenant :

- l'imprimé Kbis et un formulaire de renseignements
- les preuves que l'entreprise répond aux critères d'éligibilité détaillés en début de note,
- des données comptables certifiées (par commissaire aux comptes, expert comptable ...) ainsi que tout autre élément attestant des difficultés rencontrées par l'entreprise (diminution du chiffre d'affaires, gonflement des stocks, surcapacité temporaire, endettement croissant à court et à moyen terme, progression des charges financières ...)
- Un RIB ou un RIP.

Contacts

Trésorerie Générale des Côtes d'Armor : 02.96.75.41.06

Trésorerie Générale du Finistère : 02.98.80.55.98

Trésorerie générale d'Ille et Vilaine : 02.99.78.58.63

Trésorerie Générale du Morbihan : 02.97.68.17.25

DRAF : 02.99.22.21.36 ou 02.99.28.22.74

FORMULAIRE DE DEMANDE DE COMPENSATION A LA BAISSSE D'ACTIVITE DES ENTREPRISES DU SECTEUR « VOLAILLE DE CHAIR »

1. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE (*)

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que
..... de l'entreprise :

Raison sociale : **Forme juridique :**

Montant et répartition du capital social :

Adresse:

Tel :

Fax. :

Mél :

N° Siren :

Code NAF :

sollicite l'aide de l'Etat dans le cadre du régime de minimis conformément à la circulaire du 15 mars 2006.

➤ Nature de l'activité et sites de production :

N°	Adresse des sites	Abattages (1)	Transformation (1)	Accoupage (1)	Sélection génétique (1)	Commerce en gros (1)	Autres (préciser)
1							
2							
3							

(1) Case à cocher

➤ Taux de spécialisation de l'entreprise dans l'activité « volailles de chair » :

Dernier exercice comptable connu : Du au	Pour chaque site de l'entreprise			Pour l'ensemble de l'entreprise
	1	2	3	
Chiffre d'affaires total ⁽¹⁾				
Chiffre d'affaires de l'activité « volailles » ⁽²⁾				
Taux de spécialisation dans l'activité « volailles » = ⁽²⁾ / ⁽¹⁾ X 100	%	%	%	%

Fait à, le
Signature du représentant légal et cachet de l'entreprise

(*) On entend par entreprise toute entité juridique possédant un capital social propre

2. PRECISIONS CONCERNANT LA BAISSÉ D'ACTIVITES DE L'ENTREPRISE AU 31 MARS 2006

(concernant la période d'avril 2006, l'entreprise a la possibilité de transmettre ultérieurement une fiche complémentaire à l'issue de cette période)

- **d'ordre technique**

Sites	Données physiques par nature d'activités	Du 01/11/04 au 31/03/05	Du 01/11/05 au 31/03/06	Evolution de l'activité (en %)	Pertes estimées (en euros)

- **d'ordre économique et financier**

	Période en cours Du 01/11/05 au 31/03/06		Période ⁿ⁻¹ du 01/11/04 au 31/03/05		Période ⁿ⁻² du 01/11/03 au 31/03/04	
	Montant (en €)	%	Montant (en €)	%	Montant(en €)	%
<input type="checkbox"/> baisse de chiffre d'affaires « volailles »						
<input type="checkbox"/> augmentation de stocks, exprimée en valeur de prix de revient, à l'issue de la période						
<input type="checkbox"/> augmentation de l'endettement à court terme, à l'issue de la période						
<input type="checkbox"/> augmentation de l'endettement à court terme par rapport à l'actif circulant (hors surstock)						
<input type="checkbox"/> augmentation du poste « charges financières »						

Je joins à ma demande tous justificatifs, et notamment les données comptables certifiées par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable et les données techniques justifiant les déclarations ci-dessus.

Pour faire face aux difficultés liées à la crise, j'ai actuellement recours :

à une réduction des effectifs :

	ETP mensuels cumulés Du 01/11/04 au 31/03/05	ETP mensuels cumulés Du 01/11/05 au 31/03/06
Intérimaires		
CDD		
CDI		

au chômage partiel, ou j'ai entrepris les démarches nécessaires afin d'y avoir recours,

à une augmentation d'ouverture de crédits,

à l'emprunt court terme

à des différés de paiement (signature de traite, ...)

à une demande de report de paiement de cotisations sociales

à une demande d'échéancier de paiement d'impôt ou taxes près des services fiscaux

autres (préciser)

Je joins un relevé d'identité bancaire ou postal ORIGINAL au nom du demandeur, ainsi qu'une attestation sur l'honneur relative aux aides publiques perçues par l'entreprise au cours des trois dernières années, le cas échéant.

Fait à, le
Signature du demandeur

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Aides publiques reçues par l'entreprise au cours des trois dernières années

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que
..... de la société
atteste sur l'honneur que la liste ci-dessous comporte l'ensemble des aides publiques perçues au cours des
trois dernières années :

Nature de l'aide	Montant	Date de versement	Financier de l'aide

Fait à, le

Signature du représentant légal et cachet de l'entreprise